

Un livre rigoureux et objectif : armée suisse et population pendant les deux guerres mondiales

Jean-Jacques Langendorf; Pierre Streit : *Face à la guerre. L'armée et le peuple suisse 1914-1918 / 1939-1945*. Gollion, Infolio, 2007. 335 pp.

Jean-Jacques Langendorf a également publié en 2008, également aux éditions Infolio La SS, un Etat dans l'Etat. Créées en 1999, les Editions Infolio à Gollion se montrent très actives et travaillent en étroite collaboration avec les milieux académiques romands. Près de deux cents titres figurent dans son catalogue, dans des domaines variés: architecture, art, photographie, histoire. En histoire militaire, elles ont proposé en 2004 Bunkers, des photos de fortifications de Leo Fabrizio destinées à en mettre en évidence la dimension esthétique. En 2006, elles publient Histoire militaire de la Suisse de Pierre Streit, directeur scientifique du Centre d'histoire et de prospective militaires, en 2007 Face à la guerre. L'armée et le peuple suisse 1914-1918 / 1939-1945.

Les deux auteurs de ce dernier livre, Jean-Jacques Langendorf et Pierre Streit, traitant les mêmes points pour la Première et la Seconde Guerre mondiale, établissent un tableau comparatif précis de la manière dont la Suisse a vécu les deux conflits: état de l'armée, doctrine, encadrement, formation, matériel, situation politique, économique et sociale, évolution durant les deux conflits, leçons militaires et politiques, comparaison avec les autres pays concernés. Chose étonnante, cela semble une première dans l'historiographie suisse! Les deux auteurs se montrent sensibles au facteur humain, l'histoire ne met pas seulement en jeu des forces socio-économiques, de fortes personnalités la déterminent, en changeant le cours. Ils rendent justice au général Ulrich Wille par un portrait nuancé, ce qui permet de replacer dans leur contexte ses positions et ses décisions sévèrement jugées par la plupart des historiens. Emerge alors un personnage complexe, intelligent et, pour tout dire, intéressant.

Paradoxalement, le portrait du général Henri Guisan est moins original, mais suffisamment critiques pour éviter l'hagiographie. Grâce au travail et à l'appui du conseiller fédéral Rudolf Minger, chef du département militaire fédéral, Henri Guisan peut remettre sur pied une armée percluse de faiblesses et il parvient à unir le peuple et l'armée. Grâce à sa stratégie du Réduit national, il convainc les dirigeants de l'Allemagne nazie que le jeu de l'invasion ne vaudrait pas la chandelle. La théorie du "Prix d'entrée trop élevé" joue un rôle important comme l'utilité pour le IIIe Reich de maintenir une Suisse "indépendante et neutre" qui garde son industrie intacte et peut fournir une monnaie convertible dont Berlin a grand besoin.

Face à la guerre. L'armée et le peuple suisse donne un éclairage nouveau des conversations d'états-majors franco-suisse pendant la Première Guerre mondiale, du drame de la grippe espagnole en 1918-1919 et de l'effort consenti par la Suisse pour son aviation militaire pendant la Seconde Guerre mondiale.

L'exercice opératif 1913 conçu par Theophil von Sprecher, chef de l'Etat-major général, postule une guerre entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie d'un côté, la France, l'Angleterre, la Russie, la Serbie et le Monténégro de l'autre, avec abstention de l'Italie et violation de la neutralité belge par les Allemands, ce qui poussait les Anglais à se ranger du côté des Français. On ne peut nier qu'il manifeste une bonne dose de clairvoyance! Le 30 juillet 1914, il demande la mise de piquet de l'armée; le Conseil fédéral refuse, ne voulant pas mobiliser avant les grandes puissances. En raison de ses contacts avec le général von Moltke, chef de

l'armée allemande, et du général Conrad, chef de l'armée autrichienne, Theophil von Sprecher est au courant des intentions militaires des puissances centrales. Il sait qu'elles ne prévoient pas d'emprunter le territoire suisse. Il pense que la France en fera de même.

En 1915-1916, il estime que, si une armée belligérante voulait manœuvrer par la Suisse, l'armée fédérale de 200000 hommes ne saurait s'opposer avec succès à une telle opération. Il n'y a pas d'indices d'intentions agressives à l'égard de la Suisse de la part de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche ou de l'Italie. S'il devait y avoir menace, c'est de l'Ouest qu'elle viendrait. Si l'Entente décidait d'intervenir, son allié italien l'appuierait dans son secteur, et la Suisse aurait à faire face à une guerre sur deux fronts. Le général Wille se montre sceptique vis-à-vis de cette analyse.

A partir de l'été 1915, le généralissime Joffre est convaincu que les Allemands pourraient lancer une nouvelle offensive, avec divers objectifs, la Haute-Alsace étant l'un d'eux. Vers la fin octobre, Pageot, l'attaché militaire, a un entretien avec "une haute personnalité" qui l'informe des faiblesses de la défense suisse en Ajoie. On serait incapable de s'opposer à une avance allemande à travers le saillant de Porrentruy. Une autre éventualité est envisagée par le commandement français, une manœuvre par l'aile droite, en cas d'échec d'une percée sur le front central. On lancerait une attaque-surprise contre la Suisse, on s'emparerait de Berne, on mettrait l'armée suisse hors de combat et on s'emparerait le plus rapidement possible des ponts sur le Rhin.

L'affaire des colonels place la Suisse dans une position délicate par rapport à la France où l'acquiescement est mal accueilli. Sprecher et Wille sont considérés comme des germanophiles et on se méfie de la Suisse. Les deux colonels ne sont-ils pas allés plus loin dans leur collaboration avec les puissances centrales? Cette défiance inquiète Sprecher et le pousse à intensifier le rapprochement avec la France, d'autant plus que l'armée suisse manque d'artillerie lourde et que Krupp ne livre pas les pièces demandées. On demande à la France des canons modernes de 120 mm à tir rapide. Le généralissime Joffre accepte de fournir six batteries de vieux canons et cinq cents obus. Le contrôle économique exercé par la France sur la Suisse est également une cause de concessions.

Début avril 1916, le conseiller fédéral Hoffmann, responsable des affaires étrangères, laisse entendre, via Sprecher, que la Suisse serait prête à collaborer avec la France dans le domaine militaire. C'est une grande première... Les Français font parvenir à Sprecher un texte définissant les modalités d'une collaboration. Une première entrevue a lieu le 12 juin entre Sprecher et le sous-chef EM Bridler. Les troupes françaises ne pénétreront en Suisse que sur la demande du Conseil fédéral, en cas de violation grave de la neutralité suisse. En décembre, Sprecher et l'attaché militaire français approfondissent les conditions d'intervention. Parallèlement, Sprecher discute avec l'attaché militaire allemand de livraisons de matériel en cas d'alliance avec le Reich.

En 1917, l'effondrement de la Russie place l'Entente en situation d'infériorité numérique. A la mi-mars, Sprecher, d'entente avec le Conseil fédéral, donne son accord à une reprise des entretiens à Berne avec les Français. Le général Weygand, chef d'état-major de Foch commandant du Groupe d'armées Nord, est le chef de la délégation. Les Français n'interviendraient qu'avec des troupes françaises ou britanniques. On discute des effectifs et de la façon de les engager. L'armée suisse passerait sous commandement français. Des officiers suisses vont partir en France, afin de s'y former et de se familiariser avec la tactique française. Un rapport français souligne que les officiers suisses sont pleins de bonne volonté

mais inexpérimentés, le commandement est "retardé". Il faut attendre mars 1918 pour mettre sur pied un accord essentiellement oral. Rien ne va percer de ces entretiens secrets.

L'épidémie fait dans le monde entre 21 millions de victimes (appréciation de l'Institut Pasteur) et 50 millions (appréciation de l'OMS), pour environ 13 millions de soldats tués dans les combats. Durant l'hiver 1889-1890, une épidémie d'influenza fait 2'669 victimes en Suisse. L'épidémie de 1918 est beaucoup plus grave, elle touche le pays en trois vagues, juillet 1918, octobre-novembre 1918, décembre-mars 1918-1919. La deuxième est la plus virulente, elle touche une tranche d'âge située entre 20 et 40 ans, alors qu'en 1890, c'était les nourrissons et les vieillards. Pour l'année 1918, elle fait 24'000 morts en Suisse, avec des variations considérables et inexplicables suivant les régions. A Genève, 50% de la population est atteinte. Dans certaines usines, 80% des ouvriers sont malades.

De juin 1918 à la fin de l'année, environ 35'000 hommes sont sous les drapeaux. Les écoles de recrues sont sévèrement touchées, en tête celle de Colombier, avec 75,5% des hommes atteints, soit 483 recrues, 35 succombant, dont le médecin chargé de les soigner. Les troupes frontière, stationnées dans le Jura (3e et 5e division et diverses autres unités), sont également durement éprouvées avec 40% à 80% de malades, infirmiers compris. Avec le temps, l'épidémie se répand des frontières au centre du pays. De la mi-juin à la mi-novembre, on enregistre en moyenne 5'000 cas quotidiens: 41'672 en septembre, 283'399 en octobre, 159'442 en novembre et 104'612 en décembre.

En général, la maladie, après une forte fièvre, évolue vers une bronco-pneumonie, provoquant une défaillance cardiaque. Devant un tel phénomène, les médecins se trouvent désarmés, ignorant l'origine et la nature du virus. Tout ce qu'on trouve à faire, c'est d'interdire les rassemblements. Les autorités sont débordées, car les médecins manquent. La Croix Rouge suisse met à disposition 742 infirmières, mais beaucoup vont tomber malades, 63 d'entre elles décédant. On ne parvient plus à soigner civils et militaires et on a les plus grandes difficultés à les évacuer, car les moyens de transport sont rares. En 1918-1919, 1'895 mobilisés meurent de la grippe, dont 926 durant la grève générale (le chiffre de 3'000 avancé par la gauche relève de la légende).

C'est dans le domaine de l'aviation que l'on constate au début du XXe siècle l'improvisation et l'amateurisme le plus grand. Il faut tout créer, alors qu'au commandement de l'armée, on est assez sceptique à l'égard de la "cinquième arme". En mai 1910, la Commission militaire assiste à la démonstration d'un appareil construit par les frères Dufaux de Genève. Elle le considère comme inapte à des missions militaires. Un Dufaux amélioré est utilisé pour l'observation lors des manœuvres de 1911 avec de bons résultats. En 1914, l'armée achète quelques appareils à des privés et les engage pour des missions de surveillance à la frontière et pour l'entraînement des pilotes. A partir de 1915, les ingénieurs Wild et Häfeli développent des modèles suisses, qui sont produits en petites séries. Il faut attendre juin 1917 pour que cinq appareils de combat modernes Nieuport soient achetés en France.

Entre 1939 et 1945, l'aviation comme la DCA sont confrontés à d'innombrables violations de l'espace aérien, tant par les appareils de l'Axe que par ceux des Alliés, qui se montrent les plus agressifs, bombardant entre autres Genève, Renens, Zurich, Bâle et Schaffhouse; dans cette dernière ville, ils font 37 morts. En tout, 254 appareils atterrissent, sont contraints à l'atterrissage ou s'écrasent sur le territoire helvétique pendant la durée du conflit. Les violations de l'espace aérien se chiffrent ainsi: 708 en 1940, 413 en 1941, 419 en 1942, 874 en 1943, 2212 en 1944 (chiffre record s'expliquant par l'ouverture par les Alliés de deux

nouveaux fronts, en Italie et en France), 1'732 en 1945. Ne disposant pas du matériel de repérage nécessaire, ni de chasseurs de nuit, l'aviation se montre impuissante à intercepter les bombardiers qui, la nuit, survolent notre territoire. Quant à la DCA, son efficacité s'avère plus que réduite: pendant la durée du conflit, elle n'abat que neuf appareils étrangers.

"Les moyens nécessaires pour une défense de notre neutralité dans les airs nous faisaient défaut et nous ne pouvions nous les procurer, écrit dans son Rapport le commandant des troupes d'aviation et de DCA (...). Le fait que nos chasseurs ne pouvaient intervenir la nuit se heurta à l'incompréhension de larges milieux de la population et suscita de nombreuses interpellations adressées au commandement de l'armée aussi bien de la part de militaires que de particuliers." Comme les bombardiers des Alliés opèrent surtout de nuit, alors que la Luftwaffe œuvre de jour, ce qui permet à l'aviation suisse d'intervenir, la population ainsi que les autorités allemandes sont convaincues que notre arme aérienne pratique une politique de "deux poids deux mesures" contraire à la neutralité. Lorsque les violations nocturnes de l'espace aérien par des bombardiers britanniques s'accroissent dès octobre 1942, le Département politique fédéral demande au Général de bien vouloir reconsidérer la question. Il refuse énergiquement, déclarant qu'il ne peut exposer inutilement la vie de ses pilotes. À noter que l'obscurcissement décrété à partir de fin septembre 1940 par le Conseil n'empêche nullement les incursions aériennes.

Aviation militaire 1939-1945- Renforcement

C'est l'aviation qui bénéficie des renforcements les plus importants pendant la guerre :

- 1941, 72 Morane 3801
- 1942, 53 C-36 (avion de reconnaissance et d'attaque au sol) et 19 Morane 380
- 1943, 1 Morane D-3800, 1 Morane D-3801 et 55 C-3603
- 1944, 37 C-3603, 18 Morane D-3801, 2 Messerschmitt 109 F internés, 12 Messerschmitt 109 G
- 1945, 58 Morane D-3801

L'Organisation des troupes entrée en vigueur en 1938 crée une escadrille de surveillance, une troupe permanente de professionnels capable d'intervenir immédiatement en cas de violation de l'espace aérien. Un des mérites de Rudolf Minger est d'avoir convaincu les Chambres de doter l'armée d'une aviation crédible ne se composant pas d'appareils disparates et obsolètes, achetés d'occasion dans les surplus français ou allemands. Un crédit de 20 millions permet d'acquérir 60 Dewoitine construits sous licence par les Ateliers fédéraux de construction de Thoun et 94 Fokker de construction hollandaise, un avion de reconnaissance aussi utilisé au combat. La modernisation véritable commence avec l'acquisition, en 1939, de Messerschmitt récents, des Me-109-E-3 Emil. Vient s'y ajouter une première série de 74 D-3800 Morane de conception française, construits sous licence à partir de 1940, les premiers exemplaires étant livrés en janvier 1940.

En revanche, la DCA a un retard considérable. 280 pièces de DCA 20 mm ne sont livrées qu'en octobre 1940. Au vu des opérations en Afrique du nord et en Russie, on développe une pièce de 34 mm qui peut aussi être engagée comme arme DCA. Elle n'est introduite à la troupe que vers la fin de la guerre.